

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

L'heure des factures

La question est devenue rituelle à la fin de l'été : la rentrée sociale sera-t-elle chaude ?

Il n'est pas possible d'apporter une réponse positive ou négative dès maintenant. Cependant, tous les ingrédients sont réunis pour qu'une mobilisation s'organise contre les mesures prises par le gouvernement Fillon.

La rentrée, c'est d'abord celle des classes. "Celle-ci s'annonce dans le prolongement de toutes celles que nous avons connues depuis 5 ans", constate Daniel Ravasio de la FSU du Finistère. "Ce sera du même tonneau qu'en 2006".

Le secrétaire départemental du syndicat enseignant redoute des difficultés toujours plus fortes pour la scolarisation des enfants de moins de 3 ans et une situation très tendue dans les collèges ou les lycées.

"Les suppressions de postes vont entraîner des fermetures d'options. On constate déjà que des lycéens sont inscrits sur des listes d'attente dans des filières de bacs professionnels".

Pour justifier les réductions d'heures de cours, le ministère de l'Éducation Nationale explique que les programmes sont trop chargés.

"Les lycéens français sont, en Europe, ceux qui ont le plus d'heures de cours", reconnaît Claude Keryhuel, secrétaire départemental de l'UNSA éducation. Mais la valeur de leur bac est meilleure que celle de leurs voisins.

"C'est la philosophie même du système éducatif qui est en jeu : faut-il s'engager sur la voie de la spécialisation du bac ou conserver sa vocation générale ? On peut en discuter et il est sans doute possible, après un débat pédagogique, de gagner quelques heures. Il y a sans doute des synergies à trouver entre les différents enseignements".

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 30/08/2007



L'esprit de coalition

Que retenir des journées d'été des Verts qui se sont tenues à Quimper du 23 au 26 août ?

D'abord que ce parti est clairement à gauche, résolument ancré dans l'opposition. D'ailleurs le slogan de ce rassemblement était "Résister, c'est créer. Créer c'est résister". "Nous sommes là pour réfléchir à un projet alternatif", a expliqué la secrétaire nationale, Cécile Duflot, au millier de militants présents dans la salle du Chapeau Rouge lors de la séance inaugurale.

Les parlementaires Verts n'ont pas de mots assez durs pour dénoncer la politique de Nicolas Sarkozy : "un paranoïaque exhibitionniste", pour le député Yves Cochet. Les Verts dénoncent pêle-mêle, la vente d'un réacteur EPR à la Libye, l'absence de fiscalité écologique ou les expulsions des sans-papiers de Lille. "Il s'agit de pratiques

vichystes. Les sans-papiers qui donneraient des renseignements sur les filières vraieraient leur situation étudiée avec bienveillance", s'est insurgée Marie-Christine Blandin, sénatrice du Nord.



Cécile Duflot

Dans ces conditions, comment se positionner face au Grenelle de l'environnement programmé par le gouvernement ? "Nous abordons ce rendez-vous avec circonspection mais intérêt", a résumé Cécile Duflot. Comment en effet espérer des avancées de la part d'un gouvernement dont le bilan environnemental est nul ? "D'une manière ou d'une autre, il faudra bien contrevenir aux intérêts des grands groupes industriels",

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Une parole pauvre mais pourtant incessante.

La communication présidentielle ne nous lâche pas une seconde, tout est prétexte à intervention, dans une égale hauteur de vue, sans hiérarchie des sujets. Et c'est bien ce qui est gênant. De l'abordage meurtrier en Manche aux infirmières bulgares, des morsures de chiens dangereux à la crise immobilière, du nucléaire iranien au prix du pain, Sarkozy tente de faire accroire qu'il serait sinon omniscient du moins omnipotent. Que sa seule parole, souvent assénée de façon brutale et primaire, suffira à résoudre le problème ou endormir les vigilances par la force de la compassion. Nous ne nous attendions certes pas, avec lui, à un président sage et éclairant, mais systématiser l'usage de l'émotion est indécent et comme sera inefficace, à terme, ce présentisme forcené.

L'heure des factures (suite)

La logique du ministère de l'Éducation Nationale n'est nullement pédagogique : elle est uniquement comptable.

*** Mais la logique du ministère de l'Éducation Nationale n'est nullement pédagogique : elle est uniquement comptable.

11 000 postes seront supprimés dans l'Éducation, mais, insiste le gouvernement, 2 500 assistants de vie scolaire vont aider les enfants handicapés dans les classes.

"On ne peut que se féliciter de cette volonté d'intégrer tous les élèves", souligne Claude Keryhuel. "Cependant, il faut rappeler qu'il ne s'agit pas de création de postes mais de transformations. Et cela se fera au détriment de l'encadrement des collégiens et des lycéens car l'Éducation fonctionne à budget constant".



Claude Keryhuel

Dans ces conditions, faut-il s'attendre à une mobilisation des enseignants dès septembre ? "Il est prématuré de répondre à cette question", estime Daniel Ravasio. "Nous allons d'abord étudier l'établissement par établissement comment se déroule la rentrée". Mais l'hypothèse de grèves ne semble pas exclue.

Sur le front social aussi, le feu couve. D'autant que les textes votés en urgence durant l'été par la majorité UMP ne sont pas de nature à rassurer les partenaires sociaux.

Pourquoi par exemple avoir joué la provocation avec la loi sur le service minimum dans les transports ? "Ce texte intervient alors qu'il n'y a jamais eu si peu de grève dans ce secteur", constate Hervé Goachet, secrétaire départemental de la CFDT dans le Finistère. Déjà, à la fin du mois de juillet, la CGT a organisé des rassemblements pour dénoncer cette atteinte au droit de grève. "Nous sommes dans une phase de construction du mouvement", explique Thierry Gourlay, secrétaire départemental de la CGT.

Mais la question principale pour les organisations syndicales reste le pouvoir d'achat. L'absence de coup de pouce au SMIC au 1^{er} juillet, de la part du Président nouvelle-

ment élu, montre à l'évidence qu'un rapport de force sera nécessaire.

La CFDT a déjà prévu une grande semaine de mobilisation, du 8 au 12 octobre, afin d'appuyer la négociation sur la modernisation du marché.

"Durant la campagne présidentielle, nous avons alerté les Français sur les propositions de Nicolas Sarkozy", rappelle Thierry Gourlay. "Nous voilà maintenant au pied du mur".

Sur le dossier de la protection sociale les critiques sont vives. "Le forfait de 50 euros par an ou de 4 euros par jour va toucher d'abord les plus fragiles", dénonce Hervé Goachet. A partir du 1^{er} janvier 2008, trois nouvelles franchises ne seront plus remboursées : 50 centimes par boîte de médicament, 50 centimes par acte para-médical et 2 euros par transport sanitaire.

Dans quelques mois, la loi sur les retraites sera actualisée. Mais d'ores et déjà, les centrales syndicales préparent ce rendez-vous. "Nous avons mis l'été à profit pour réfléchir à ce sujet et former nos militants", explique Thierry Gourlay. "Nous sommes favorables à une réforme du financement mais sans augmentation de la durée de cotisation ou des prélèvements".

"En novembre, nous organiserons un Conseil national consacré à cette question", précise quant à lui le dirigeant départemental de la CFDT. "Nous présenterons nos propositions qui tiendront compte de plusieurs facteurs comme l'équité, la pénibilité et du rapport public/privé".

Le bilan des 100 premiers jours de la présidence Sarkozy confirme les craintes exprimées durant la campagne présidentielle. Les Français se rendent maintenant compte que la facture sera très salée, sauf pour une petite minorité de privilégiés. La transcription des slogans dans la réalité peut se révéler douloureuse pour ceux qui ont bien voulu croire aux promesses du candidat.



Thierry Gourlay



Hervé Goachet

L'esprit de coalition (suite)



Yann Wehring

*** prévient le porte-parole Yann Wehring. "Or ce sont les dirigeants de ces entreprises qui offrent des vacances à Nicolas Sarkozy". Lucides, les Verts savent tout de même qu'il faudra bien que des propositions un peu ambitieuses sortent de ce rendez-vous : l'objectif de Nicolas Sarkozy étant de siphonner une partie de l'électorat écologiste.

Clairement dans l'opposition, les Verts tiennent tout de même à marquer leur différence. "Nous ne devons pas nous aligner sur les positions d'une gauche productiviste", a estimé Michel Rolland, porte-parole des Verts de Bretagne. Pourtant, comme l'ont souligné Jean-Jacques Urvoas et Bernard Poignant, dans une

Des divergences plus techniques que stratégiques

"lettre ouverte à nos amis Verts" : "Nos divergences sont devenues plus techniques que stratégiques".

Les journées d'été des Verts sont avant tout "un grand moment de convivialité", selon

l'expression de Jan-nick Moriceau, conseillère régionale de Bretagne. Il ne s'agissait pas de prendre des décisions sur la stratégie électorale, même si la question des élections municipales a longuement été évoquée. Ni sur le fonctionnement interne du parti, même si la plupart des dirigeants du mouvement ont clairement expliqué que la règle de la proportionnelle n'était plus tenable. "Ça suffit, ces statuts paralysants !", s'est écrié Daniel Cohn-Bendit.

Entre désir d'autonomie et volonté de faire gagner la gauche, les Verts vont rapidement devoir choisir. L'appel lancé par Jean-Jacques Urvoas et Bernard Poignant a-t-il été entendu ? On le saura très rapidement. En particulier lors du Grenelle de l'environnement. En effet, Cécile Duflot a appelé toute la gauche à se retrouver à cette occasion. Une initiative de bon augure qui va dans le sens de "l'esprit de coalition" qu'appellent de leurs vœux les deux dirigeants socialistes quimérois.

Avec Jaurès, "rallumons les soleils"

Jamais, Jean Jaurès n'aura été autant invoqué. A gauche, ce qui est normal pour celui qui fut son porte-parole au début du siècle, mais aussi à droite, en particulier par Nicolas Sarkozy durant sa campagne présidentielle.

Le 31 juillet, date anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès au café du Croissant, la section de Lesneven a invité les socialistes et les sympathisants du Parti Socialiste à une rencontre républicaine intitulée : *Avec Jaurès, "rallumons les soleils"*, dédiée à la mémoire du dirigeant de la SFIO.



Les moments forts de cette soirée sont en ligne sur : <http://www.pslsneven.canalblog.com>

"Déjà en 1995, j'avais organisé une cérémonie en son honneur", se souvient Marie-Hélène Jestin, secrétaire de la section de Lesneven. "Cette année il nous a paru important de renouveler cette démarche. D'abord, parce que Nicolas Sarkozy a tenté de brouiller l'image du député de Carmaux. Un comble quand on connaît le combat qu'il a mené pour la classe ouvrière et lorsque l'on voit l'orientation économique et

sociale du gouvernement Fillon. Ensuite, parce que le PS va s'engager dans une période de réflexion sur son avenir et qu'il est toujours bon de revenir aux fondamentaux du socialisme, —à la permanence— de Jaurès comme l'a écrit Jean-Jacques Urvoas dans le message qu'il nous a envoyé".

Une vingtaine de personnes ont participé à la rencontre républicaine cette année. La section de Lesneven va-t-elle renouveler l'expérience tous les 31 juillet ? "Pourquoi pas", répond Marie-Hélène Jestin. "Il faudra en discuter avec la fédération. Mais l'œuvre de Jaurès mérite à coup sûr d'être mise en valeur".



Laïciser le capitalisme

Avec
Guillaume Bachelay

Pour Guillaume Bachelay, "il faut que les choses soient dites". Dans "Desert d'avenir ? Le PS de 1983 à 2007" (Encyclopédie du socialisme), il reproche aux socialistes de ne pas avoir clairement assumé le tournant de la rigueur en 1983.

Cap Finistère : "Les non-dits sont une fabrique à frustrations", écris-tu. Mais un titre aussi provocateur est-il de nature à faciliter le débat au sein du Parti Socialiste ?

Guillaume Bachelay : Depuis 1981, beaucoup de choses positives ont été réalisées par la gauche au pouvoir. Mais il y a eu aussi des ajournements et des renoncements. En mars 1983, on jura que "le tournant de la rigueur" serait provisoire et on présenta l'Europe comme le nouvel horizon du socialisme. L'ennui, c'est que la parenthèse libre-

échangiste et monétariste n'a jamais été refermée et que l'UE est le continent qui se protège le moins dans la mondialisation. Au PS, c'est le règne du "ni-ni" : sur l'Europe, nous ne sommes ni souverainistes ni fédéralistes ; en économie, nous ne sommes ni libéraux ni étatistes, etc. Certains ne parlent plus du social, mais du "sociétal", comme si le socialisme n'était que l'infirmerie du capitalisme ! Du coup, les défaites se succèdent : 1995, 2002, 2007. Quand la gauche ne sait plus qui elle est, la droite prend la main idéologique. Il est grand temps d'inverser la tendance.

Cap Finistère : N'est-il pas paradoxal de se focaliser sur cet événement vieux de 25 ans au moment où les socialistes se tournent vers l'avenir ?

Guillaume Bachelay : Comprendre notre passé récent pour en tirer les leçons me paraît plus utile que de se projeter sur les élections de 2012 voire 2017 comme si de rien n'était. Réglons

d'abord la vraie question : comment digérer la mondialisation sans sombrer dans la droitisation ? Au cours des deux dernières décennies, le capitalisme a muté et la social-démocratie traditionnelle a atteint ses limites. Il faut réfléchir pour reconstruire. Faisons-le ensemble, fraternellement mais franchement.

Cap Finistère : Autour de quelles notions peut se dessiner le projet socialiste ?

Guillaume Bachelay : La priorité, c'est de rééquilibrer le rapport de force entre l'humain et le capitalisme. Il ne s'agit pas d'abolir le capitalisme, mais d'en finir avec l'économisme, de remettre le marché à sa place. Un siècle après 1905, le temps est venu d'une nouvelle séparation. Non plus entre l'État et les églises (séparation plus que jamais nécessaire !), mais entre l'économie et la vie. Le vivant, l'environnement, la culture, l'éducation, la santé, l'éthique, le droit n'ont pas à être des biens que l'on échange et que l'on vend. C'est ce que j'appelle laïciser le capitalisme. C'est un magnifique mot d'ordre pour le socialisme du XXI^e siècle.

Rendez-vous

5 septembre

A 18 h 30, secrétariat fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

9 septembre

Fête de la Rose à Quimperlé.

9 septembre

Barbecue des socialistes de l'agglomération brestoise, à l'Auberge de Jeunesse du Moulin Blanc, à Brest.

10 septembre

A 18 h 30, Bureau fédéral, au siège de la fédération à Quimper, 26 B, rue Aristide-Briand.

14 septembre

A 18 h 30, Conseil fédéral, au local du PS, 13, rue de Portzmoguer, à Brest.

15 septembre

Sixième Université fédérale de rentrée sur le thème "La Bretagne : laboratoire du socialisme du XXI^e siècle ?", à Landerneau.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

Bernard Poignant à la Commission des affaires constitutionnelles

Plusieurs parlementaires européens socialistes ont été élus député le 17 juin dernier. Bernard Poignant, remplacera désormais Pierre Moscovici au sein de la Commission des affaires constitutionnelles. Présidée par Jo Leinen, un social-démocrate allemand, cette Commission est compétente, entre autres, pour les questions ayant trait : aux aspects institutionnels du processus d'intégration européenne, notamment dans le cadre de la préparation et du déroulement des conventions et conférences intergouvernementales ; à la mise en œuvre du traité UE et à l'évaluation de son fonctionnement ; aux conséquences institu-

tionnelles des négociations d'élargissement de l'Union européenne ; aux relations interinstitutionnelles ; aux partis politiques au niveau européen, sans préjudice des compétences du Bureau et à la constatation de l'existence d'une violation grave et persistante par un État membre des principes communs aux États membres.

Franchise ?

Dans son livre, Yasmina Reza révèle que Nicolas Sarkozy a déclaré, le 1^{er} mai, avant de visiter le CROSS Corsen : "Je me fous des Bretons. Je vais être au milieu de dix connards en train de regarder une carte !".

Pensant probablement venir en aide au chef de l'État, Marguerite Lamour, députée UMP de la

3^e circonscription, a utilisé un argument qui laisse rêveur : "Qui n'a jamais dit des mots qu'il ne pensait pas vraiment ?". Elle, manifestement. Les électeurs de Brest savent maintenant ce que vaut la parole de leur député.

HES Finistère

A compter du 1^{er} septembre, Marc Le Hénanf, adhérent de la section Lambé-Bellevue-Europe de Brest, sera le responsable départemental de Homosexualité et socialisme (HES) dans le Finistère. Son prédécesseur, Dominique Le Guen devient quant à lui délégué national de l'association chargé des régions.

Contacts :
marc.lehenanf@hes-france.org

Annonces légales & judiciaires

Cabinet Joseph DRONIOU
SELARL D'AVOCATS
20, quai Commandant Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64
Fax : 02 98 43 18 46

SOCIÉTÉ D'ARVOR
SARL au capital de 16 000 euros
Siège social : Z.A. du Vern
29400 LANDIVISIAU
390 549 566 RCS MORLAIX

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à LANDIVISIAU le 26 juillet 2007, Madame Geneviève LECUYER, demeurant à LANDIVISIAU (29400), 68, rue d'Arvor, a été nommée, pour une durée indéterminée, à compter de cette date, en qualité de gérante en remplacement de Monsieur Marcel BERNICOT, démissionnaire.

Pour avis, la Gérance

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution de la SARL "POTIN AUTOMOBILES" au capital de 6 000 euros

Siège social : St-Severin - 29860 PLOUVIEN. **Objet** : Commerce de gros d'équipements pour automobiles. **Durée** : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BREST. **Gérant** : M. FALHUN David, demeurant 2, rue des Douves, 29870 COAT-MÉAL.

ADDITIF A L'ANNONCE PARUE LE 6 JUILLET 2007

Associés en nom et gérants :

Monsieur Mourad HADADCHA, demeurant 6, rue Cosmao du Manoir à BREST (29)

et Monsieur Mohand Ameziane HADADCHA, demeurant 9, rue de Kérangoff à BREST (29).

Pour avis, les gérants

LES JURISTES D'ARMORIQUE

Stéphane CRAS et Associés
Société d'Avocats
LORIENT (56100)

42 bis, rue Duguay-Trouin
VANNES (56000)

92, boulevard de la Résistance
Immeuble Les Glières

"S C L"

Société Civile Immobilière
au capital de 100 euros
Siège social :

PLOUGASTEL-DAOULAS (29470)
430, rue de Kervirzig

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à PLOUGASTEL-DAOULAS du 16 août 2007, il a été constitué une Société Civile :

Appellation sociale : SCL

Forme : Société Civile Immobilière.

Capital : 100 euros.

Siège social : PLOUGASTEL-DAOULAS (29470) - 430, rue de Kervirzig.

Objet : La société a pour objet en FRANCE et à l'étranger :

- La gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des biens sociaux,
- La propriété par voie d'acquisition, d'échange, d'apport ou autrement de divers biens et droits immobiliers,

- La construction en vue de leur gestion, de tous bâtiments sur tous terrains appartenant à la société,

- La prise de participation dans des sociétés immobilières, commerciales, industrielles ou financières.

Durée : 50 années à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Apports : Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire dont le montant s'élève à la somme de 100 euros.

Gérance : Monsieur LAGADEC Stéphane, demeurant à INZINZAC-LOCHRIST (56650) - Kerloguen, a été désigné comme seul gérant pour une durée indéterminée.

Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés : La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés tenu au Greffe du Tribunal de Commerce de BREST.

Pour Avis et Mention :

Monsieur LAGADEC Stéphane, Gérant

Société Civile Professionnelle d'Avocats
Bernard RIOU - Jean-Loïc PERREAU
Hervé JEAN

6, rue Saint-Marc - B.P. 1105
29101 QUIMPER CEDEX

CHANGEMENT DE GÉRANT

Aux termes d'une assemblée générale du 7 août 2007, Monsieur Robert CHEVANCE a été désigné en qualité de gérant de la SCI PELICAN, société Civile Immobilière, au capital de 7 622,45 euros, inscrite au RCS de Quimper sous le n° D 443 932 082, aux lieu et place de Monsieur Pierre CHEVANCE, décédé.

TRANSFERT DE SIÈGE

Par décision de la gérance du 7 août 2007, il a été décidé du transfert du siège social de la SCI, du 19, rue Esprit-Jourdain au 31, boulevard Alfred-Guillou à CONCARNEAU (29900).

Pour insertion unique.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Jacques URVOAS

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère

13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

CPPAP 1207 P 11428